



## SYNTHESE DE L'ENQUETE « AGENTS »

Afin d'élaborer un état des lieux de la formation aux enjeux environnementaux dans la fonction publique, deux questionnaires ont été conçus par le groupe formation du réseau « Une fonction publique pour la transition écologique » (FPTE) avec pour objectif d'affiner l'état des lieux, les besoins et les attentes en termes de formation aux enjeux de transition écologique dans les administrations publiques. Le premier était destiné aux agents publics, le second aux écoles et organismes de formation de la fonction publique. La synthèse ci-dessous détaille les résultats du questionnaire concernant les agents publics. Ce questionnaire, utilisé dans la première version du rapport, a connu de plus nombreuses réponses et permettra d'affiner la deuxième version du rapport.

### DUREE ET MODALITES D'ADMINISTRATION DE L'ENQUETE

Ce questionnaire a été administré de mai à août 2020. La publicité de ce dernier a été faite principalement via les canaux suivants :

- page LinkedIn d'une FPTE ;
- contacts des membres du groupe de travail « Formation » d'une FPTE.

Plusieurs relances ont été faites au cours de la période.

Au total, le questionnaire a recueilli 121 réponses complètes. Compte tenu du nombre de répondants, les résultats ci-dessous seront systématiquement exprimés en valeur absolue et, dans certains cas, accompagnés d'un pourcentage.

### PROFIL DES RESPONDANTS

La majorité des répondants (72 réponses soit 59,5 %) n'occupait pas un **poste en relation directe avec les questions d'environnement et de transition écologique**. [Proposition d'analyse : néanmoins, les répondants dont le métier est en lien avec la transition écologique est en toute vraisemblance surreprésenté par rapport à la répartition globale de ces activités dans la fonction publique.]

Concernant les **fonctions publiques d'appartenance**, elles se répartissaient de la façon suivante :

- 88 répondants appartiennent à la fonction publique d'Etat ;
- 21 à la fonction publique territoriale ;
- 5 à la fonction publique hospitalière ;



- 7 ont répondu « autre ».

Concernant la **catégorie** d'appartenance :

- 39 répondants ont déclaré être en catégorie A+, 73 en catégorie A soit 112 dans cette catégorie ;
- 7 répondants sont en catégorie B ;
- 2 répondants sont en catégorie C.

L'écrasante majorité des répondants exerce donc des fonctions de cadres ou relevant des professions intellectuelles (professeurs, universitaires).

Concernant les **âges** des répondants :

- 17 ont moins de 25 ans ;
- 53 : entre 25 et 35 ans ;
- 29 : entre 35 et 45 ans ;
- 18 : entre 45 et 55 ans ;
- 4 ont plus de 55 ans.

Les répondants exercent des métiers relatifs au domaine suivant par ordre décroissant :

- 54 : administratif ;
- 31 : technique ;
- 17 : autre ;
- 7 : recherche ;
- 7 : social ;
- 5 : enseignement.

## DEGRE DE CONNAISSANCE OU DE SENSIBILISATION AUX QUESTIONS LIEES A L'ENVIRONNEMENT

Nous avons demandé aux répondants d'évaluer leur niveau de connaissance ou de sensibilisation sur les questions liées à l'environnement, 10 représentant un très fort niveau et 0 un très faible niveau. **La moyenne des réponses s'établit à 7, tout comme la médiane, soit un fort niveau (déclaré).** Ce dernier s'explique en toute vraisemblance par le fait qu'un agent public ayant un minimum de connaissances sur ces questions aura davantage tendance à répondre à un questionnaire portant sur la formation à ces enjeux, voire se sentira plus légitime à le faire.

## MODALITES D'ACQUISITION DE CES CONNAISSANCES

Concernant les modalités d'acquisition de ces connaissances, qui autorisaient plusieurs réponses, elles se classent dans l'ordre décroissant suivant :

- par vous-même, sur votre temps libre (documentaires, médias, cours en ligne, etc.) : 110



- par l'expérience professionnelle : 50
- dans l'enseignement secondaire ou supérieur : 47
- par un engagement associatif : 41
- lors de la formation initiale ou formation d'intégration dans la fonction publique : 19
- lors de la formation continue sur un poste de la fonction publique : 8

**La grande majorité des connaissances sont acquises de façon autonome** sur le temps libre, puis, dans une moindre mesure, via l'expérience professionnelle, l'enseignement seconde ou supérieur et l'engagement associatif. **Les deux réponses les moins fréquentes concernent les formations initiale, d'intégration ou continue proposées aux agents de la fonction publique.**

## PRISE EN COMPTE DES ENJEUX DANS LA FORMATION INITIALE

**93 des répondants, soit 76,9 % du total, ont suivi une formation d'intégration ou une formation initiale liée à leur corps ou cadre d'emploi.** Les cursus représentés dans l'échantillon sont assez divers.

**Parmi ces répondants, 67 n'ont eu aucune formation en lien avec les enjeux environnementaux et leur prise en compte dans l'action publique.** Ce type d'enseignements n'était partie intégrante du cursus que pour 11 d'entre eux, pris en compte très faiblement pour 12 et facultatif et hors cursus pour 3. La très grande majorité des répondants n'a donc pas ou peu reçu de formation sur ces sujets dans le cadre de leur formation initiale.

De manière connexe, seuls 34 d'entre eux relèvent des initiatives autour de ces thématiques dans leur école ou organisme de formation, contre 59 qui n'en ont pas constatées.

## PRISE EN COMPTE DES ENJEUX DANS LA FORMATION CONTINUE

**Le constat est équivalent dans le domaine de la formation continue puisque 83 répondants n'ont jamais suivi de stages sur ces sujets, soit 68,6 % du total.** 15 répondants ont suivi une seule formation à ce sujet, 9 plusieurs. 14 ont répondu ne pas être encore en poste.



## BESOINS ET ATTENTES

**A contrario, 90 répondants, soit 74,4 % du total, identifient des besoins de formation à ces enjeux par rapport à leur métier.**

Lors du questionnaire, nous avons également demandé aux agents de nous signaler des **initiatives intéressantes** au sein de leurs administrations respectives.

Parmi les réponses, l'on retrouve :

- la mise en place de réseaux d'échanges entre collègues ou de groupes de travail dédiés ;
- des événements de sensibilisation (conférences, semaine de l'environnement) ;
- des actions concrètes de sensibilisation autour de l'alimentation, du tri, des déplacements, etc.
- la mise en place d'ateliers autour de la Fresque du climat est aussi évoquée.

Certains répondants soulignent néanmoins le caractère souvent trop superficiel et non obligatoire de ces différentes démarches.

Par rapport à l'offre de formations existante, les répondants relèvent les **manques suivants** :

- L'intégration de manière transversale ces questions à l'ensemble des formations existantes.
- L'absence du caractère obligatoire des formations à ces sujets.
- Le besoin de formations spécifiques liées aux enjeux précis de certains métiers de la fonction publique et plus largement comment intégrer ces sujets dans le travail quotidien.
- Le besoin de formations permettant de doter de bases scientifiques minimales.
- Le besoin de retours d'expérience et des applications concrètes.
- L'absence d'approfondissement de ces sujets.
- Le besoin de formations sur les leviers d'action permettant de mettre en place la transition, notamment l'accompagnement du changement.

Parmi les **propositions de sensibilisation à ces enjeux** parmi les répondants, on peut relever les suivantes :

- Organiser des exercices de prospectives à long terme.
- Former les élus et les directions à ces enjeux.
- Montrer l'aspect systémique de ces questions.
- Intégration dans les tronc communs de formations.
- Souligner la complexité des enjeux.

Parmi les **propositions concrètes de formations** à mettre en place :

- Socle commun associé à un socle métier.
- Bases scientifiques sur le sujet.
- Possibilité de financements sur ces sujets.
- Gestion des flux énergétiques et des bâtiments.
- Formations juridiques.

**Le caractère obligatoire de ces formations revient à de nombreuses reprises, tout comme la nécessité de former les décideurs (élus et hauts fonctionnaires).**